



ASIE/TERRE SAINTE - Pour le Directeur de la Caritas Jérusalem, les colonies et le mur minent le processus de paix

Ramallah (Agence Fides) – La reprise du processus de paix entre israéliens et palestiniens « est un fait positif parce que la seule manière de résoudre les problèmes est de négocier ». Mais les conditions dans lesquelles intervient cette reprise ne laissent pas de place à trop d'attentes parce que « il existe trop d'obstacles à la solution « deux peuples – deux Etats » à commencer par les colonies qu'Israël continue à construire dans les territoires palestiniens ». C'est de la sorte que le Directeur général de Caritas Jérusalem, le Père Raed Abusahliah, prêtre d'origine palestinienne, rapporte à l'Agence Fides les considérations répandues parmi les chrétiens arabes de Terre Sainte à propos des nouvelles négociations en cours entre Israël et l'Autorité palestinienne à la demande de l'administration américaine. Selon le Père Abusahliah, le début d'une négociation est toujours une bonne nouvelle et est considérée appropriée « également la décision de se fixer une échéance, celle de 9 mois, pour parvenir à un accord ». D'autre part, « la partie palestinienne semble faible. Le Président Abu Mazen ne dispose ni de l'appui du Hamas ni de celui de certains groupes de l'OLP qui contestent eux aussi la base sur laquelle les négociations ont débuté ». En particulier, toute attente excessive concernant l'issue de ces nouvelles négociations est fatalement contradictoire selon le prêtre avec la politique des faits accomplis menée par le gouvernement israélien. « Je crains que la solution « deux Etats pour deux peuples » - explique le Père Abusahliah – soit rendue impraticable de facto : à l'intérieur des territoires palestiniens, il existe déjà des centaines de colonies qui abritent des milliers de colons idéologiquement orientés et de nouvelles colonies sont construites en continuation. Qui aura la force et l'intention de les convaincre à s'en aller ? Et puis, il y a le mur de séparation que les israéliens construisent actuellement et qu'ils tenteront de proposer comme nouvelle frontière même s'il ne correspond pas à celle établie par l'ONU en 1967 et comprend différents territoires palestiniens ».

Pour les églises et les autres communautés religieuses – souligne le Directeur de Caritas Jérusalem, « l'accord devrait sauvegarder la liberté de mouvement et d'accès aux Lieux Saints qui a incroyablement diminué depuis le début des négociations israélo-palestiniennes. Après les accords d'Oslo, la liberté d'accès aux Lieux Saints n'est plus garantie. De nombreuses villes, y compris Ramallah, sont entourées de barrages. Il faut des garanties internationales en vue de l'application d'un éventuel accord, surtout en ce qui concerne la liberté d'accès aux Lieux Saints ». (GV) (Agence Fides 31/07/2013)